

CE MONDE QUI BOUGE

"Le machin qu'on appelle l'ONU"

Par Hassane Zerrouky

"C'est inacceptable que Ban Ki-moon (nouveau secrétaire général des Nations-Unies) ne condamne pas la peine de mort et justifie implicitement l'exécution de Saddam Hussein. J'ai quitté le système des Nations-Unies en 1981 car le vent tournait et l'hégémonie américaine débutait. M. Perez de Cuellar (secrétaire général de l'ONU de 1982 à 1991) est arrivé et a mis l'ONU dans un état comateux, puis M. Boutros-Ghali (1992-1996) l'a mise à mort et Kofi Annan l'a enterrée. Ban Ki-moon a maintenant enseveli la tombe des Nations-Unies. Aujourd'hui, il n'y a plus d'instrument qui établit des normes et les fasse respecter. Toutes les valeurs de la coopération internationale sont mises à terre", assène, dans un entretien au *Journal Hebdo*, Mahdi El Madjara, politologue marocain que les Algériens connaissent bien. Ce sévère constat rejoint celui émis par Lakhdar Brahimi, à propos des agressions répétées d'Israël contre le Liban, affirme avec raison que dans le cas libanais, le Conseil de sécurité s'est discrédité, dans la mesure où les Etats-Unis usent de leur droit de veto chaque fois que Tel Aviv est mis en cause, sans que personne trouve rien à redire.

En effet, à peine installé, le nouveau secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, n'a pas tardé à vouloir rentrer dans les bonnes grâces d'une Maison Blanche pressée de tourner la page de Kofi Annan. Ainsi, concernant les exécutions en calimini des deux co-accusés de Saddam, Barzan al-Tikriti et Awad al Babbad, il a simplement émis des regrets. S'abritant derrière le droit souverain des Etats à légiférer en matière de peine capitale, il a de fait cautionné la pratique en cours à Bagdad, alors que chacun sait que l'Irak ne dispose d'aucune souveraineté du fait de l'occupation américaine. Et quand George Bush a annoncé l'envoi de troupes supplémentaires en Irak, Ban Ki-moon a estimé que "d'une manière générale, l'ONU se réjouit de tout effort visant à apporter stabilité et sécurité au peuple irakien". Ah bon ! Envoyer plus de soldats pour casser de l'irakien participe donc d'un effort de paix ! Même prudence concernant les bombardements américains en Somalie — plus d'une centaine de tués — qui, de l'aveu même de Washington, n'ont pas atteint les objectifs visés, à savoir liquider des islamistes en fuite. Devançant les désirs de Washington qui n'en demandait certainement pas tant, Ban Ki-moon a l'intention de nommer un Américain à la tête du département des affaires politiques (DPA), un poste clé qui sera en outre renforcé au détriment de celui du maintien de la paix (DPKO). Autant dire qu'avec le nouveau secrétaire général de l'ONU, Washington dispose sans doute d'un homme de main prêt à faire endosser toute les décisions américaines par les Nations-Unies, tout en leur conférant de fait une dimension de légalité internationale, notamment concernant le volet proche-oriental. "Le machin qu'on appelle l'ONU" comme disait de Gaulle en d'autres circonstances historiques, est-il en voie d'être définitivement instrumentalisé par les Etats-Unis ? S'il est difficile de répondre par l'affirmative, une chose est sûre : du fait de la politique actuelle de Washington, consistant à bloquer tout projet de solution défavorable à Israël ou contraire à sa stratégie d'occupation de l'Irak, l'institution onusienne est pratiquement paralysée. D'autant que les réponses de la communauté internationale à cette situation, notamment de ses membres les plus puissants — Russie et Chine — ne sont pas à la mesure du danger qui menace à terme l'ONU qui reste pour l'heure le seul cadre de règlement des conflits internationaux. Cette paralysie risque de conduire certains pays à ne plus recourir à la médiation onusienne pour le règlement des différends et à faire prévaloir la force sur le droit international. En envahissant la Somalie, avec l'aval de Washington, l'Ethiopie en a récemment fourni la preuve.

H. Z.

LE REGARD DE MOHAMED BENCHICOU

soirmben@yahoo.fr

Akli et Chakib

Profitant de ce que Blida renouait avec une vieille vocation qui consiste à divertir les bidasses et les âmes solitaires, le pouvoir algérien osait, cette semaine, un autre coup fumeux : tuer dans l'oeuf un second scandale Khalifa en précipitant la dissolution de BRC, la société des copains, spécialisée dans les travaux pétroliers et les fausses factures. La bête est noyée avant qu'elle ne dévoile ses secrets. Depuis quand met-on fin à l'activité d'une firme qui fait l'objet d'une enquête de l'Inspection générale des finances ? Les esprits avisés qui peuplent notre presse, et qu'on dit intraitables sur la question des deniers publics, ont pourtant épargné les amis du chef de l'Etat des foudres de leur redoutable curiosité. Le scandale y est pourtant parfait : la surfacturation et les faux marchés ont englouti les milliards de Sonatrach mais aussi ceux du Trésor public.

Mais, définitivement convertis aux charmes de la comptabilité bancaire et, semble-t-il, davantage passionnés par le fabuleux destin de Youcef Akli, le caissier principal d'El Khalifa Bank que par le non moins fabuleux passé de Chakib Khelil, le ministre patenté de Bouteflika que tout accuse dans cette sordide affaire BRC, nos vigilants observateurs n'ont pas vu l'intérêt à s'emparer d'une si révoltante intrigue d'Etat. Je connais Youcef Akli pour l'avoir côtoyé dans la prison d'El-Harrach. C'était au temps où *Le Matin* passait pour un dangereux calomniateur insensible aux règles de la déontologie et qui accablait de ses médisances les honnêtes gouvernants et les honorables amis du président. Le temps où

Chakib Khelil nous faisait condamner à 3 mois de prison pour avoir dit le quart de la vérité sur ses accointances avec BRC et où la chanteuse Amel Wahby nous traînait devant le juge pour l'avoir soupçonnée de recel du pactole Khalifa. Depuis, on découvre, Dieu merci, qu'il arrivait au *Matin* de révéler des choses avérées et cela suffit pour nous réconcilier avec l'idée que le journalisme sert parfois à quelque chose. Mais revenons à Youcef Akli, devenu la coqueluche des journalistes aux dépens de Chakib Khelil. Je ne crois pas trahir un secret en révélant que ce fils de Staouéli, aux allures débonnaire mais qui, se revendiquant d'une tradition citadine aux règles bien établies, s'oblige à une admirable modestie, qu'Akli donc est le premier étonné de ravir la vedette au ministre de l'Energie ! Il faut, pour se hisser à un aussi splendide exploit, une double condition, parfaitement réunie sous nos cieux. D'abord une justice rompue à l'art du vaudeville et qui s'intéresse plus aux gérants des caisses qu'à ceux qui piquent dedans. Ensuite des journalistes qui, semblant avoir perdu tout estime pour leur métier, s'abandonnent au lynchage des faibles pour rester dans les bonnes grâces des puissants. Pourquoi écorner la réputation de Chakib Khelil et perdre l'amitié de quelques ministres quand Akli, le fils de Staouéli, est tout indiqué pour faire un parfait détenu de substitution ? Et à quoi bon s'étonner de l'absence, dans ce procès à deux vitesses, quand quelques cadres de la banque sont déjà désignés pour remplir avantageusement l'abattoir ?

L'affaire Khalifa va se solder par la condamnation des lampistes et l'acquiescement des copains parce que, entre autres raisons, elle est jugée dans les pires moments pour l'opinion publique, c'est-à-dire en l'absence d'un regard impartial de la presse algérienne. Cette dernière, en dépit des résistances de ces trois dernières années qui ont permis d'éviter une abdication totale, s'est réduite à une banale entreprise commerciale soumise aux lois du marché soit à un instrument de basse puissance soumis à la règle totalitaire de la propagande du régime. Comment espérer, dans ces conditions, voir triompher la vérité dans les affaires qui impliquent les hommes du régime, celle de Khalifa comme celle de BRC, et qui ne sont rien d'autre que des procès du régime ? On rétorquera certes, et avec quelques raisons, que l'opinion n'est pas dupe et que, loin de refléter l'état d'esprit du public, la plus grande partie de la presse algérienne ne reflète que l'état d'esprit de ceux qui la font. Il reste que la société algérienne, lasse et muselée, se résigne à être distraite, à l'occasion du procès de Blida, par une presse édentée et par quelques dizaines d'armateurs cyniques, qui font de leur mieux pour assurer le spectacle.

Et qui dira que le procès Khalifa n'est que le maquillage judiciaire d'un caprice politique de Bouteflika ? Certes le bachich Khalifa était gigantesque et Moumen Khalifa, qui cultivait d'énormes appétits, s'en servait pour les satisfaire en arrosant les cercles du pouvoir dont il s'achetait le silence ou la complicité. Mais cette subornation ne gênait personne et aurait



régné de belles années supplémentaires si l'ambitieux businessman n'avait, brusquement, décidé un jour de fâcher le président Bouteflika par son initiative, précoce et irréfutable, de lancer deux chaînes de télévision. C'est par cet acte d'hostilité impardonnable envers le président Bouteflika, inquiet de voir un homme d'affaires se doter d'un si redoutable pouvoir qu'il pouvait mettre au service de ses rivaux politiques, que Moumen est devenu le dangereux aventurier qu'on connaît aujourd'hui et que la décision de liquider son groupe a été prise par le président lui-même. Tout le reste, à commencer par le procès de Blida, n'est qu'un habillage juridique d'une décision politique. Un habillage avec, toutefois, des «lignes rouges» : il n'est quand même pas question de pousser la plaisanterie sur une inculpation des dignitaires et des proches du président ! Akli et ses compagnons d'infortune suffiront. Et il se trouve des amuseurs impénitents et quelques gazettes décorées pour se prêter à ce ballet d'alligators. On se consolera à l'idée que, comme vient de le montrer l'épisode BRC, il arrive toujours l'impensable, aux pires sauriens : se mordre la queue.

M. B.

BOUIRA

Des numéros verts de l'ANP pour combattre le terrorisme

Après les 2^e et 5^e régions militaires qui avaient effectué des campagnes de sensibilisation appelant la population à contribuer efficacement dans le cadre de la lutte antiterroriste en dénonçant tout mouvement suspect d'individus soupçonnés d'être des terroristes, la 1^{re} région militaire a entamé

tour la campagne de sensibilisation.

En effet, hier mercredi, au niveau des chefs-lieux de communes et même des villages, des affiches ont été placardées par les éléments des services de sécurité. Dans ces affiches, des numéros verts sont mis à la disposition des citoyens pour dénoncer toute personne

suspecte. Et ce, lit-on entre autres dans le communiqué afin d'éradiquer le phénomène du terrorisme en Algérie et arriver à instaurer la paix telle que souhaitée par le peuple algérien à travers son choix sans détour affiché pour la paix et la réconciliation nationale initiée par le président de la République.

Reste à savoir si cette

campagne, initiée depuis plus d'un mois au niveau de l'Oranie et du Constantinois, a eu des résultats probants. Pour l'heure, la question de la lutte antiterroriste même si elle se poursuit sans répit afin d'éradiquer ce phénomène, il reste que la communication est des plus hermétiques.

H. M.